



**C**ela fait plus de 2 mois que les premières facs ont voté la grève, et elle touche maintenant plus de 65 facs sur 85, avec des AG monstrueuses dans beaucoup d'endroits (6000 à Rennes, 2500 à Pau, 3500 à Poitiers,...). C'est le plus gros mouvement étudiant depuis des décennies.

Plus de 800 lycées ont été bloqués la semaine dernière, et de nouveaux lycées rejoignent le mouvement tous les jours. En deux semaines de mouvement à l'échelle nationale, c'est déjà plus gros que le mouvement lycéen de l'année dernière.

Ce sont aussi des milliers de jeunes des quartiers populaires et des banlieues qui bloquent les lycées pro, qui s'affrontent avec la police... Et même si certains sont plus intéressés par la baston et péta des portables que par le CPE, il ne s'agit que d'une petite minorité. Il ne faut pas se laisser diviser par ça.

**La jeunesse s'est levée...**

Ce que nous sommes en train de vivre, c'est une révolte de l'ensemble de la jeunesse de ce pays.

Plus de 80 % des jeunes sont pour le retrait du CPE.

Le mouvement étudiant contre le LMD en 2003, le mouvement lycéen de 2005, et la révolte des banlieues de novembre, n'ont été que des répétitions. Aujourd'hui, c'est toute une génération qui se lève et qui rejette la précarité, la répression, mais aussi le gouvernement qui mène cette politique, et l'ensemble de ce système qui engendre les inégalités.

Le mouvement actuel reprend, en plus massif, ce qu'il y a de meilleur dans ces trois expériences : les blocages, la structuration en AG et coordinations démocratiques, la radicalité, la disponibilité à l'affrontement... À nous de faire bénéficier chaque secteur des acquis des autres : les étudiants doivent aider à la structuration du mouvement lycéen (organisation d'AG locales, de coordinations de ville, de région, et au niveau national), mais ils doivent également apprendre des lycéens et des jeunes des quartiers à ne pas se laisser dicter leurs parcours de manifs par les flics, à ne pas se résigner à l'autorité de la police.

**...et doit entraîner les travailleurs !**

C'est déjà une première victoire d'avoir entraîné la majorité de la jeunesse dans ce mouvement de fond. Mais la victoire réelle, contre le CPE, le CNE, et la « Loi sur l'égalité des chances », nous ne pourrons l'obtenir seuls.

Le gouvernement joue le pourrissement : il attend tranquillement que le mouvement de la jeunesse s'essouffle. S'il peut se permettre cette provocation, c'est parce que nous avons beau bloquer nos facs et nos lycées, cela ne paralyse pas l'économie et le pouvoir politique. Seuls les travailleurs ont ce pouvoir : en faisant grève, ils peuvent bloquer les transports, les usines, les administrations...

Notre mouvement a un écho de plus en plus important dans les entreprises : les cortèges de salariés étaient massifs samedi 18 mars, plusieurs secteurs et villes ont relayé l'appel à la grève le 23 mars (contre les consignes des directions syndicales), de plus en plus de syndicalis-

tes invitent des étudiants grévistes à intervenir en AG dans leur boîte...

**Objectif : Grève générale reconductible !**

La prochaine date du mardi 28 s'annonce comme une nouvelle étape dans la jonction avec les travailleurs : il y a des préavis de grève dans la plupart des secteurs salariés. Mais ce qu'il nous faut pour faire plier le gouvernement, ce n'est pas une simple journée de grève (il en a déjà vu d'autres sans broncher) : c'est une grève reconductible dans de nombreux secteurs salariés, une grève générale.

Et nous en avons besoin rapidement : beaucoup de choses se jouent dans les deux semaines qui viennent (avant les vacances). Nous ne devons donc pas attendre les directions syndicales : à nous tous de nous considérer comme des militants de cette grève générale, et d'aller intervenir dans les AG de travailleurs, d'aller à l'entrée des boîtes, et de convaincre que nous avons besoin d'eux, et qu'ensemble on peut gagner !

## Lycée de Sèvres : le blocage historique

Le lycée d'État de Sèvres à Sections Internationales a été créé après 1968, comme lycée « pilote ». Une de ses spécificités est qu'y ont été envoyés les profs de droite connus comme tels par l'Éducation Nationale. Touché par les mouvements de la jeunesse depuis, il n'a jamais été un fer de lance des mobilisations. Choc historique donc, lorsqu'une trentaine de lycéens se sont réunis jeudi 23 pour le bloquer.

Outre cet aspect, le blocage a été une réussite. La proviseur a été obligée de fermer le lycée pour la journée et une centaine d'élèves est partie à la manif. Ce blocage a également permis d'expérimenter des erreurs : avec un mégaphone hors d'usage, il a été impossible de faire une AG dehors, il y avait trop peu de tracts et enfin rien n'avait été envisagé pour occuper la matinée entre le blocage et la manif. Autant de problèmes qui devront être réglés pour mardi, car le blocage reprend !

## Mobilisation à Metz

Mardi 21, 150 étudiants sont allés faire une visite à Laurence Parisot, présente dans la région. Ils ont alors été chargés par les flics... Mais deux jours plus tard, c'était au tour de Villepin en personne de venir à Metz et d'avoir à faire à 6000 lycéens décemment mobilisés. L'après-midi, ils sont partis en manif, tandis que 300 étudiants s'étaient joints au cortège parisien.

Alors que de plus en plus de lycées bloquent, une AG de jeunes salariés appelle à une AG interpro mardi 28. Du côté de la fac, la dernière AG a revoté la grève à une large majorité et le blocage de justesse. Elle réunissait 500 à 600 étudiants.

## Nanterre

La semaine dernière était la seconde de fermeture de la fac sur décision du président. Le CA qui devait se tenir lundi 20 a été annulé. En effet, l'AG avait délégué huit étudiants pour s'y rendre. Alors que la délégation ne semblait pas être reçue, les étudiants qui attendaient devant le bâtiment administratif ont été dispersés par les vigils à coups de gels lacrymos. Cela n'est pas venu à bout de la détermination et après avoir récupéré un amphithéâtre fermé par l'administration, nous avons organisé une journée spéciale pour le 22 mars : concert avec Jolie Môme, interventions de Daniel Bensaïd, de syndicalistes de la SNCF...

Malgré la désertion de la fac, nous continuons à étendre le mouvement en intervenant devant des lycées et pour lundi nous prévoyons des interventions dans les bureaux de poste, ainsi qu'un rassemblement devant le CA pour enfin obtenir la réouverture administrative de la fac, avec une semaine banalisée.

## Tours

Malgré le pseudo référendum organisé par la fac et les étudiants de droite, la fac continue d'être bloquée, avec une AG de plus de 1300 personnes. Mardi 21, les personnels enseignants et IATOSS se sont réunis pour rejoindre le mouvement. Les manif ont été très massives la semaine dernière.

## Etat UMP, Etat policier !

**V**oilà le slogan qui vient rapidement à la bouche des manifestants ces temps-ci. En effet, face aux moyens de répression que met en place le gouvernement pour faire taire la rue, la jeunesse prend conscience que la police n'est que le bras armé de l'état. D'ailleurs, un peu partout, les flics ne sont là que pour protéger les locaux de l'UMP. Belle Milice que Sarkozy a mis en place !

Alors, bien sûr, on nous raconte que la police est là pour éviter que les manif débordent ou pour arrêter les casseurs. C'est faux ! A Lille, par exemple, les deux principaux syndicats de policiers ont réclamé des consignes claires de conduite à tenir face aux casseurs car jusque là les flics avaient pour ordre de ne pas intervenir et de rester passifs !

Mais de toute façon, les vrais casseurs, ce sont les CRS et la BAC. Ce sont eux qui frappent à coup de matraque, qui gazent à bout portant avec de la lacrimo et qui tirent à coup de flash-ball ! Plus la police est armée et plus on devrait se sentir en sécurité ?! Mais qui nous protège de la police ?

Depuis peu, le gouvernement cherche à nous diviser entre soi-disant « casseurs » et « manifestants pacifiques ». On ne doit pas se laisser faire. Ainsi à la fac de Rennes 2 par exemple, les étudiants ont revendiqué par un vote en AG la violence des manif comme seul moyen de réponse à leur disposition. Nous devons tous être solidaires face à ce gouvernement de casseurs.

Mais la violence d'état n'est pas seulement physique, elle est aussi



sociale avec toutes ces réformes qui passent en force (procédure d'urgence, 49 :3...) et les ministres qui font la sourde oreille aux réactions des jeunes et des travailleurs. Le CPE en est le parfait exemple car finalement, ce

contrat, c'est tout simplement prendre l'employé pour un objet que l'on peut jeter dès qu'il ne convient plus ! Contre cette violence d'état, tous ensemble, virons ce gouvernement !

**Damien** (Lille)

## Sur la question du pouvoir

### Dictature de la routine...

**D**ans la vie de tous les jours, la société fonctionne de manière très cadrée et codifiée. Les travailleurs vont travailler, les étudiants vont étudier, ... Nous sommes tous entraînés dans une routine où chacun est « à sa place », et où ceux qui dirigent sont bien identifiés : le gouvernement dirige l'Etat, les patrons dirigent les entreprises, les présidents de fac dirigent les facs, les proviseurs dirigent les lycées,...

Eux seuls ont leur mot à dire et les autres sont censés obéir : le patron décide, les cadres mettent en place la décision, le contremaître la fait respecter, l'ouvrier l'exécute... D'habitude, le pouvoir est

entre quelques mains, qui dirigent toute la société en s'appuyant sur les institutions et les hiérarchies.

En « démocratie », on donne quand même à chacun l'impression qu'il a le pouvoir : on nous laisse profiter d'un semblant de liberté (voter tous les 5 ans, élire des délégués de classe, donner son opinion sur Internet...). Et si l'entreprise est dirigée par le patron, c'est soi-disant parce que les ouvriers en sont incapables, tout comme les étudiants sont incapables de gérer le fonctionnement d'une fac...

### Démocratie de la grève !

Mais dans certaines situations, un grain de sable peut bloquer cet engrenage et dérégler toute la machine.

C'est ce genre de crise politique que nous sommes peut-être en train de vivre. En se mettant en grève contre le CPE, le CNE et la Loi sur l'égalité des chances, les étudiants, puis les lycéens, n'ont pas fait

qu'exprimer leur colère. Nous avons aussi commencé à contester aux puissants le droit de diriger la société comme ils le veulent.

En nous réunissant en Assemblées Générales, nous décidons nous-même comment doit fonctionner la fac ou le lycée, comment s'organisent nos journées... : ce ne sont plus les proviseurs et présidents de facs qui décident de tout à notre place. Et c'est bien parce que la grève les dépossède de leur pouvoir, qu'ils sont si souvent prêts à la briser : sanctions sur les grévistes, violences des vigiles, interventions de la police, fermetures de facs...

Cette émergence d'un embryon de nouveau pouvoir est encore plus visible dans les entreprises : dans les grosses grèves ouvrières, les ouvriers occupent leur usine et n'hésitent pas à relancer la production, en décidant eux-mêmes du rythme de travail, des débouchés pour les marchandises, de la répartition des bénéfices... Ils remplacent un patron qui ne sert à rien d'autre qu'à empêcher les profits.

### Une lutte pour le pouvoir !

Aujourd'hui, grâce à l'impact du mouvement de la jeunesse, nous sommes peut-être au bord d'une grève générale, c'est-à-dire une grève de nombreux secteurs salariés : transports,

éducation, usines, administrations... C'est dans ce type de situation que l'affrontement entre les deux pouvoirs est le plus clair : d'un côté le vieux pouvoir dictatorial des patrons, des institutions, de l'Assemblée Nationale... le pouvoir d'une minorité, de l'autre le nouveau pouvoir démocratique des grévistes, des AG, des coordinations... le pouvoir de la majorité.

Pendant une grève générale, l'Etat est paralysé, et les grévistes se retrouvent à devoir organiser eux-mêmes toute la société : le ravitaillement, les transports, l'information... Les exemples de la Commune de Paris (1871), des révolutions russe (1917) et espagnole (1936) et de Mai 68 prouvent que le peuple est tout à fait capable de se gérer lui-même, sans chefs, sans spécialistes ou institutions pour décider à sa place, mais en s'organisant en comités d'usine, de quartier, de facs... et en les structurant au niveau national.

Et c'est sur cette capacité que se fonde notre projet révolutionnaire : puisque le peuple est capable de s'auto-gérer en période de crise politique, nous pensons qu'il peut aussi le faire à plus long terme, à condition de mettre à bas l'ancien pouvoir.

**Haim** (Nanterre)

## Lycéens en grève !

**L**e mardi 7 mars les lycéens manifestent au côté des salariés. A la fin, les lycéens se réunissent en AG pour voir la suite du mouvement. Plusieurs propositions sont données, mais à la fin, ils décident des actions plus marquantes que des manifs, et décident le blocus pour le jeudi 9 si les lycéens sont d'accord. Des tracts sont donc tirés et distribués à la sortie des lycées. On conclue que jeudi, le lycée bloqué sera Mariette, pour marquer le coup (c'est le plus gros lycée de la région).

Jeudi est une réussite : des lycéens arrivent très tôt et bloquent les portes du lycée Mariette. Un vote a lieu, mais malheureusement pas de grosse discussion. Tentative de blocage sur le lycée Branly, un autre lycée, mais échec puisque aucun gros matériel n'est prévu.

Vendredi le blocus est revoté sur Mariette avec la même méthode mais sans dialogue. Des tracts d'infos sont distribués.

Branly et Giraud se joignent au mouvement, et bloquent. Des votes à main levée sont organisés dans les trois bahuts. Blocage !

Samedi, des portes ouvertes sont organisées sur Branly, mais les élèves choisissent de bloquer le lycée. Mariette reste bloqué, mais les lycéens ne se présentent même plus au lycée.

Lundi, reprise du mouvement sans problème à Branly et Giraud, mais à Mariette le dialogue se met en place, et les Anti blocus s'agitent et deviennent violents. On ouvre les portes à 8h30, mais seulement 22 élèves rentrent (sur 2100 élèves dans le lycée). Dans la journée, organisation de manifs, tirage de tracts...

Le mouvement continue. 2 lycées professionnels ont été bloqués, dont un qui continue à l'être. Mais la discussion entre lycéens, et la coordination entre les lycées est très importante et c'est ce qui a manqué au début de notre mouvement. Dans 2 lycées, des référendums ont été organisés, avec discussions avant le vote. Le blocus a été reporté. Les lycéens manquent de soutien de la part des universités de la ville, qui se prononcent contre le CPE, mais ne participent qu'aux manifs. Les lycéens se rendent à leurs AG, afin de leur faire comprendre, mais les étudiants de Droit, très présents, arrivent à éviter le blocage.

La peur du bac en fin d'année est très présente, c'est pourquoi les salariés sont très attendus. Les lycéens n'attendent qu'une chose : la grève générale !

**Boris** (Boulogne)



## Les « casseurs », les émeutiers et le mouvement anti CPE

**L**es « casseurs »... Impossible d'aller à une manif anti-CPE sans que le mot soit prononcé. Et le soir, les médias s'en donnent à cœur joie pour montrer les images choc au 20 h. Beaucoup en ont peur, c'est d'ailleurs ce que cherche le gouvernement. Certains les comparent à des fascistes, utilisés comme briseurs de grève, d'autres à l'avant-garde de la révolte de la jeunesse. C'est que le mot casseur peut renvoyer à des situations très différentes, et pour cela il serait préférable de ne pas l'utiliser. Dans la même journée, on peut être un gréviste qui organise le blocage de son lycée, un manifestant comme les autres dans son cortège, et, en fin de manif, vouloir en découdre avec les flics en jetant des pierres. Il n'y a pas d'un côté les gentils manifestants et de l'autre les méchants casseurs.

quand on casse, alors... Les émeutiers de l'automne dernier avaient déjà pour cible la précarité de la jeunesse, tout comme notre mouvement. Le gouvernement a présenté sa loi sur l'égalité des chances comme réponse à la révolte des banlieues ? Azouz Begag a essayé de faire passer les manifestants pour des privilégiés par rapport aux jeunes des quartiers qui bénéficieraient du CPE ? En réponse, la révolte recommence à gronder dans le 93 et ailleurs.

Le vrai problème, c'est quand des jeunes s'attaquent à d'autres jeunes, quand on ne peut venir en manif sans flipper de se faire taxer son portable, quand les cortèges sont attaqués. Une petite minorité parmi les jeunes vivant en cité a tellement la haine que les manifestants représentent ceux qui ont encore un espoir de trouver une place dans cette société, ne serait-ce qu'en luttant pour le droit à une éducation et un boulot décent. Il est clair qu'il faut être capables de surmonter cette situation.

On a besoin de services d'ordre (SO) pour ne pas laisser les bagarres entre bandes casser le blocage des lycées et pour assurer la sécurité des manifestants. Mais on a intérêt à l'organiser nous même, car trop souvent les SO des syndicats assimilent tout jeune rebeu portant la casquette à un casseur à expulser. Au contraire on doit faire que tout le monde puisse s'approprier la manif, qu'on soit du centre-ville ou d'un lycée pro de la périphérie (en passant des morceaux de rap engagés par exemple).

Il faut convaincre qu'un mouvement de masse et bien organisé est la seule solution pour faire face à la police, pour faire reculer la précarité, pour casser les murs invisibles que cette société dresse entre nous, et, à terme, pour la renverser. N'arrêtons surtout pas de

manifeste, allons plutôt voir les salariés pour les convaincre de bloquer le pays avec nous.

**Vincent** (Marseille)

## Etat de la mobilisation sur Censier

La mobilisation sur le site de Censier (Paris 3) a commencé depuis plus d'un mois et demi aujourd'hui. Un grand pas a été franchi lors du passage du barrage filtrant au blocage de l'université (il y a un mois), ce dernier permettant aux étudiants d'assister aux A.G., puisque n'ayant plus de cours. Dès lors, le nombre d'étudiants présents en A.G. a quadruplé. L'instauration d'un comité de grève et de commissions ouverts à tous a favorisé l'implication du plus grand nombre d'étudiants dans la mobilisation. Ces commissions se partagent l'organisation au sein de l'université, comme la commission "accueil" qui informe les étudiants dans le hall d'entrée sur les CNE, CPE et loi sur l'égalité des chances ou la commission "animation" qui fait de la fac un lieu de vie et de débats, par exemple avec le concert de «Jolie Môme» auquel était présent 400 personnes. Cette bonne organisation a entraîné une vraie dynamique et 2 semaines après le début du blocage, les professeurs et personnels de Paris 3 se réunissaient en A.G. et votaient la grève et la participation active au blocage de l'université. Des cortèges importants et bien organisés ont été mis en place lors des grandes manifs nationales, comme pour celle du 7 mars où Censier était en tête de manif. Cette même dynamique a étendu le mouvement dans les annexes dans lesquelles se sont tenu des A.G. et

où le blocage a parfois été voté comme à Rue de Paradis et à l'UFR d'Amérique Latine. Cependant, depuis une dizaine de jours, le comité de grève se trouve confronté à de nouveaux problèmes que rencontrent beaucoup de facs mobilisées. Le blocage étant reconduit à la large majorité à chaque A.G., de moins en moins d'étudiants viennent à la fac et les commissions stagnent en matière d'effectif. Le comité de grève doit à la fois se battre pour amener le plus de gens à le rejoindre mais aussi lutter contre la démobilité du "noyau dur", fatigué par un mois de blocage. Des tractages dans les entreprises et dans les lieux publics et la création de la commission "banlieues" (chargée de rencontrer les orgas et aller dans les lycées de banlieues) sont les premières réponses à ces enjeux. Cette dernière commission a été créée à l'initiative d'étudiants de Paris 3 eux même résidant en banlieue pour palier à la rupture qui apparaissait entre Paris et la périphérie et impliquer le maximum de jeunes dans le mouvement.

Pour Censier, il s'agit maintenant de se tourner vers "l'extérieur" en organisant le plus d'actions possible en direction des travailleurs car c'est là la suite logique et le prochain tournant de la mobilisation au niveau national.

**Anais**, Censier.

## Rennes : étudiants, précaires unis et déterminés

Lundi 20 mars la fac de Rennes 2 entamait en force sa 6ème semaine de grève, 6000 étudiants réunis en AG ont reconduit le blocage pour la semaine à la grande majorité (80%). Le même jour, les personnels de l'université ont également voté la grève reconductible.

La fac de Rennes 1, qui même en 68 n'avait pas rejoint le mouvement, a connu sa première semaine consécutive de grève et de blocage.

En bref, la mobilisation s'étend, la répression aussi. Ses quinze derniers jours les rennais ont subi plus de 40 interpellations et près de 30 arrestations. Un jeune, soupçonné d'avoir jeté un cocktail Molotov, vient de prendre 10 mois de prison ferme. Mais les jeunes restent unis et le soutien s'organise. Mardi, tous ont défilé derrière une banderole sur laquelle était inscrit « Nous sommes tous des casseurs ! »

## Lycées de Montreuil

Le blocage a commencé à Jean Jaurès il y a deux semaines. Il a été levé lundi et repris le lendemain. Même s'il a été majoritaire en AG, les tensions étaient telles qu'il a été levé le lendemain. La décision est donc de faire des blocages ponctuels, les jours de manifs, et de maintenir une ambiance de mouvement les autres jours, avec occupation et AG à la cantine. Par ailleurs, des AG de ville, réunissant les quatre lycées de Montreuil se tiennent régulièrement.

## Jussieu

Jussieu entre cette semaine dans sa cinquième semaine de blocage... Blocage qui est voté de plus en plus massivement en AG et qui rencontre de moins en moins de résistance. Et la vie sur la fac s'organise, des concerts ont pu être organisés grâce à notre commission culture sur la place Jussieu accompagné d'une kermesse. Au programme chamboule-tout anti-gouvernement, roue de la fortune «au bout de combien de temps sera tu viré... Les débats organisés regroupent eux aussi de plus en plus d'étudiants. Divers thèmes sont ou vont être débattus: loi sur l'égalité des chances, médias, droit du travail, LMD, répression...

## Toulouse continue

La fac de droit, en grève pour la première fois, car elle n'avait même pas bougé en mai 68, a revoté le blocage avec une AG de 2500 personnes. Du côté du Mirail, on tourne à 1000 en AG et 600 à 700 à Rangueil. La manif du 23 a réuni environ 10 000 personnes, ce qui est relativement peu, mais une AG des personnels profs et IATOSS des trois facs a appelé à la grève générale reconductible, avec le soutien de tous les syndicats !

## Saint-Denis

Sur décision du CA, les cours ont été suspendus la semaine dernière, afin d'organiser des débats et des forums. Malheureusement, cela s'est traduit par une certaine désertion de l'université. La semaine prochaine s'annonce plutôt mieux, car la fac sera rebloquée à partir de mardi, de même que les quatre lycées alentours sur lesquels du travail a été fait. On espère ainsi un départ groupé à la manif avec au moins un millier de personnes.

## Comment les idées changent ?

**L**orsque l'on évoque l'idée de changer de société, de vivre dans un monde où tout ne serait pas régi par le profit mais en fonction des besoins de chacun, il n'est pas rare de se faire taxer d'utopiste. Les arguments les plus tranchants étant souvent ceux ayant trait à la nature humaine. En effet, il est facile de se faire rétorquer que tous les hommes sont sexistes et racistes, qu'on aura toujours besoin de gens au sommet pour nous diriger sinon, on s'entreferait : «c'est dans notre nature».

Alors que l'on a du mal à convaincre du contraire lors de simples discussions au café, c'est dans les expériences de lutte que les gens se rendent compte par eux même du non-fondé de cette argumentation.

En effet, ce n'est pas dans notre nature d'être sexiste ou raciste mais c'est ce dont l'idéologie dominante, celle de la classe dirigeante, se sert pour nous diviser. Un travailleur blanc pourra par exemple céder aux arguments du FN qui tendent à dire que le travailleur noir est notre ennemi car il prend notre travail. Dans une entreprise, des travailleurs n'hésiteront pas à balancer des blagues sexistes à leurs collègues femmes et ne verront pas d'inconvénient à être payé plus: une femme fait moins bien son boulot vu qu'elle est régulièrement enceinte, qu'une fois par mois, elle a ses règles, qu'elle se fatigue plus vite...

Pourtant, ces mêmes gens peuvent très vite changer d'avis. En effet, en se mettant en grève, on se rend vite compte que nos intérêts sont communs et que nous avons tous à gagner à ce que tout le monde puisse prendre place dans la lutte. L'ennemi commun est identifié: c'est le capitalisme qui

prend la forme du gouvernement et du MEDEF. Ainsi il n'est pas rare de voir des grévistes qui en temps normal n'hésitaient pas à balancer des vannes sexistes ou racistes à être les premiers à se battre contre ce genre d'injure sur les piquets de grève. L'enjeu est de faire que tout le monde se sente à se place dans la lutte et de montrer que tous ensemble, on est plus fort contre le patronat.

De la même manière, c'est en période de grève que sont faites les meilleures expériences d'auto organisation et d'autogestion. Dépassant même les bureaucraties syndicales, les travailleurs apprennent à s'organiser entre eux (par le biais de coordination par exemple), sans personne au sommet pour leur dicter que faire. Ils décident eux-même de l'avenir de leur lutte et, dans les cas les plus avancés, de la reprise du travail dans leur entreprise. Ainsi, ils font l'expérience que chacun peut avoir sa place dans les prises de décision.

Ce ne sont que quelques petits exemples. Mais chaque personne ayant participé au moins une fois à une expérience de lutte pourrait développer des exemples allant dans ce sens. En tout cas cela montre que chaque grève entre alors dans un processus plus général. En effet, même si leur issue n'est pas toujours victorieuse, elles tendent à l'émergence chez chaque gréviste de ce que Marx appelait la «conscience de classe». Et ce sont autant de gens qui dorénavant, dans les prochaines périodes pourront argumenter contre beaucoup des idées reçues de l'idéologie dominante.

**Marie** (Jussieu)

## Interview avec Daniel Bensaid, LCR

Daniel Bensaid a fait partie du mouvement du 22 mars 68 à la fac de Nanterre, qui a lancé le mouvement de mai. Il est également un des fondateurs de la JCR (1966) et de la LCR, dont il est toujours membre. Il enseigne actuellement la philosophie à Paris 8 – Saint-Denis.

**On compare déjà le mouvement actuel à mai 68. Peux-tu approfondir cette comparaison ?**

Il existe évidemment de fortes ressemblances et similitudes. C'est une mobilisation massive de la jeunesse, plus qu'en mai 68 d'ailleurs, avec un dynamisme, une inventivité, un humour même qui existaient déjà à l'époque. La volonté de contrôler les objectifs du mouvement, la démocratie sont des soucis très présents, là encore plus qu'en 68.

Cela étant, il y a aussi une différence de contexte. Mai 68, c'est l'aboutissement de 25 ans de croissance économique, de conquêtes de droits sociaux, de réformes politiques notamment universitaires, mais sur fond de plein emploi

Le mouvement de 68 est la jonction de deux dynamiques : contestation culturelle et justice sociale. Mais ces deux logiques ont été séparées à la fin des années 70. On différencie désormais réformes sociales (droit du travail, protection sociale, etc.) et « sociétales » (questions de « moeurs », droits des femmes, des homosexuel-le-s...).

Le mouvement actuel apparaît donc après 20 ans de reculs, de défaites accumulés, de libéralisme, de destruction méthodique du Code du travail, de la protection sociale, de multiplication des contrats précaires, sans garanties, dont le CNE et le CPE.

Nous avons donc à faire à une situation nouvelle dont les racines sociales sont directement liées avec le monde salarié. Il n'y a pas un soutien extérieur d'un secteur à l'autre, mais bien une cause commune dans un contexte où il est difficile de gagner. Si nous gagnons aujourd'hui, ce sera un premier coup d'arrêt et cela ouvrira la possibilité d'une crise politique contre le gouvernement.

**Qu'était exactement le**

**mouvement du 22 mars auquel tu as participé et qui est le début de mai 68 ?**

Ce mouvement est né d'une accumulation d'expériences tout au long de l'année 1967-1968 : grève étudiante en 67, lutte pour la mixité des dortoirs, mobilisations sur le campus de Nanterre, fort soutien aux grèves ouvrières dans les usines nouvelles en province, guerre du Vietnam, fort esprit anticolonialiste dans l'après-guerre d'Algérie, solidarité avec les luttes anti-bureaucratiques notamment en Pologne...

Le mouvement du 22 mars est un peu la synthèse de toutes ces petites expériences militantes, lors de l'arrestation d'un étudiant de Nanterre dans une manif contre la guerre du Vietnam.

Il ne s'agissait pas d'un mouvement corporatiste étudiant, mais d'un mouvement social et politique. Cette expérience fut brève, car quelques semaines plus tard commençait mai 68.

**Le mouvement étudiant posait la question du monde du travail. Mais comment la jonction avec les travailleurs s'est-elle faite ?**

La jonction a été beaucoup plus difficile qu'aujourd'hui. Nous avions une vision très héroïque, lyrique du monde ouvrier. Nous étions entrés en politique derrière les images de 1936, de la Résistance, etc. Nous étions aussi conscients du fait qu'un mouvement étudiant ne ferait que peu de choses sans liens avec les ouvriers.

Quand la Sorbonne a fermé, le 3 mai, il y avait des discussions sur le fait de continuer ou non la grève, notamment à cause des examens qui approchaient. Mais lorsque la grève a éclaté au chantier naval de Nantes, nous sommes partis en cortège de la Sorbonne vers l'usine

Renault de Boulogne-Billancourt. C'était l'emblème du monde ouvrier, avec 30 000 travailleurs. Mais nous n'avons pas été accueillis à bras ouverts. La CGT veillait à éviter les contacts directs entre ouvriers et étudiants. La méfiance était entretenue par les directions syndicales. La jonction n'a pu se faire que petit à petit.

**On parle beaucoup de l'esprit de 68, qui aurait libéré les moeurs. Pour toi, quelles sont les conquêtes de mai 68 ?**

Les conquêtes à proprement parler sont très modestes par rapport à la force du mouvement. La grève de 36 a permis d'obtenir les congés payés, à la Libération est née la Sécurité Sociale. La grève de 68 s'est conclue par un relèvement des salaires et plus de garanties pour les délégués syndicaux (reconnaissance, sécurité). Cela n'est pas négligeable, mais c'est en deçà de ce qu'on pouvait attendre. Fin mai, la question du pouvoir se posait. Mais le Parti Socialiste et le PCF freinaient. Lorsque Séguy (secrétaire général de la CGT à l'époque, ndlr.) a exposé les résultats des négociations, elles ont été rejetées par les ouvriers, mais le compromis a fini par être accepté.

On met alors sur le compte de mai 68 beaucoup de réformes « sociétales », comme les acquis du mouvement féministe. En fait, ce sont plutôt des conséquences de l'onde de choc de 68. La série de modernisations a quelque chose à voir, mais elle a aussi existé dans d'autres pays européens. Mai 68 n'a été qu'un accélérateur.

**On parle de ta génération comme de celle qui a été la plus militante. Aujourd'hui, on constate l'essor d'une nouvelle génération militante. Sont-elles comparables ?**



Il y a une illusion rétrospective à propos de notre génération qui aurait été très politisée. Il s'agissait d'une minorité active. L'UEC (Union des étudiants communistes, ndlr.) n'a jamais dépassé les 3000 adhérents. Lorsque les barricades se sont formées à la Sorbonne, il y avait 8 à 10 000 personnes au maximum.

La comparaison avec la génération actuelle est difficile. A chaque mouvement de jeunesse, on croit qu'une nouvelle génération politique naît.

Le mouvement actuel part d'un sujet précis mais avec une critique plus globale, antilibérale, issue de l'altermondialisme. Il faut ajouter un état de guerre permanent depuis le 11 septembre.

L'une des différences se pose sur la question du rapport à la violence. Celle-ci n'était pas problématique en 68. On avait alors l'image de Che Guevara, des guérillas, des luttes de l'Algérie ou du Vietnam, d'une violence directement libératrice.

Il n'y a pas de réponse doctrinaire à cette question. Mais nous sommes dans un monde de plus en plus violent. On ne peut pas avoir de discussion sur la violence en soi, sans la mettre en relation avec un objectif précis, dans un contexte précis. Mais le risque de voir émerger une violence autodestructrice dans le mouvement fait que le débat mérite d'être posé.

Propos recueillis par JB (Nanterre)

## Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une **rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## D'autres slogans sont possibles...

Depuis plusieurs semaines, la jeunesse se retrouve dans la rue pour contrer les attaques anti-sociales du gouvernement. La seule façon pour nous de nous exprimer reste de gueuler notre rage au moment des manifestations. Chacun y va alors de son slogan. Certains d'entre eux, sans que nous en ayons tout de suite conscience, stigmatisent les personnes ayant une orientation sexuelle que la société « bien pensante » estime déviante. Si dans le langage courant « enculé » apparaît comme une insulte banale, c'est en fait parce que la société tente par tout mes moyens de condamner ceux qui ne rentrent pas dans les normes

hétérosexuelles qu'elle voudrait universelles. Traiter quelqu'un d'enculé, c'est dire de lui qu'il est homosexuel. Différencier les homos des hétéros ne fait que nous diviser et du coup au lieu de faire avancer la lutte ça la freine. Nos slogans doivent être le reflet de nos revendications. L'élaboration des slogans est une vraie tâche politique qui doit faire l'objet d'une réflexion collective. Plus nos slogans seront offensifs et pertinents plus nos revendications seront entendues par le gouvernement et, surtout, par les salariés qui doivent nous rejoindre pour que nous puissions gagner.

Safame (Nanterre)

**Abonnez-vous !  
Prenez contact !**

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ..... ) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEJ)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (début août 2006 en Italie)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Téléphone .....  
e-mail .....

JCR: jcr@jcr-red.org  
Rédaction: red@jcr-red.org  
www.jcr-red.org  
01 48 70 42 30

## Cet été, un camp de jeunes, international et autogéré

Les rencontres internationales de jeunes sont une semaine de débats organisés par les jeunes de la IVe Internationale de toute l'Europe. C'est une semaine de rencontres entre des militants de tous les pays d'Europe (et quelques autres au-delà).

Un système de traduction permet d'échanger les expériences entre tous les pays. Des débats, des commissions, des forums, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours.

Le camp est géré par tous les participants (nettoyage, nourriture, organisation... sont organisés collectivement).

Les mobilisations auront été nombreuses cette année : révolte des banlieues, mouvement massif de la jeunesse et peut-être grève générale contre la Loi sur l'égalité des chances et le gouvernement, .....

Nous discuterons de ces mobilisations et des suites à leur donner, comment continuer à affaiblir les classes dominantes dans nos pays respectifs ?

Nous discuterons de la situation dans

de nombreux pays du monde (pays d'Europe bien sûr, mais aussi Venezuela, Liban, Palestine, Irak, Côte d'Ivoire, Russie...).

Nous débattons de comment construire les luttes contre toutes les oppressions qui existent dans cette société (racisme, sexisme, homophobie...), et comment construire une société où elles disparaîtront.

L'objectif des RIJ est de prendre du recul, de discuter tous ensemble de nos luttes et d'aller plus loin.

Comment construire les mobilisations à l'échelle internationale ? Qu'est ce qui fera que ces luttes gagneront ?

Au-delà des luttes, nous voulons une autre société. Comment renverser le capitalisme et construire un monde plus juste ? Quel est le rôle des travailleurs et des jeunes ? Quel est le rôle de l'Etat, comment le combattre ?

Cette année, les RIJ auront lieu à Pérouse, en Italie, du 29 Juillet au 4 Aout.